



**N° DP 25/83**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 15 000 EUROS A L'ASSOCIATION TANDEM - ANNEE 2025**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis de la Commission Culture, Patrimoine et Paysages du 15 janvier 2025,

**VU** la convention d'objectifs pluriannuelle 2023 - 2026 " portant sur la labellisation Scène de Musiques actuelles " signée entre l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département du Var, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association,

**VU** le contrat d'engagement républicain signé, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit une politique d'attractivité territoriale et dispose à ce titre d'équipements d'envergure nationale dans les domaines des arts visuels et du spectacle vivant,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences culturelles la Métropole Toulon Provence Méditerranée soutient et encourage les projets et actions d'intérêt général qui contribuent à son rayonnement,

**CONSIDERANT** que l'association Tandem, labellisée Scènes de Musiques Actuelles contribue au développement artistique et culturel du territoire métropolitain et plus largement du département du Var et de la région PACA,

**CONSIDERANT** qu'avec pour missions la diffusion de spectacles, la conduite d'actions de médiation et sensibilisation en milieu scolaire et le soutien aux artistes, Tandem programme chaque année plus de 60 concerts d'artistes locaux, nationaux et internationaux,

**CONSIDERANT** que l'association accompagne les groupes du territoire à travers des résidences de création, et la mise à disposition de studios d'enregistrement et de répétitions, permettant ainsi au public de découvrir des artistes émergents ou confirmés lors de concerts gratuits, notamment la chanteuse brésilienne Flavia Coelho le 31 janvier à Châteauvallon,

**CONSIDERANT** que Tandem a établi un partenariat avec le Département Musiques Actuelles du Conservatoire TPM en mettant en commun des moyens et des compétences au service des artistes,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de cette collaboration Tandem permet aux élèves du Conservatoire TPM d'accéder aux studios de répétitions accompagnées, de disposer d'un quota de places pour tous les concerts programmés par l'association, mais également d'accueillir les examens de fin d'année à l'Oméga Live de Toulon,

**CONSIDERANT** qu'à l'initiative de Tandem, le Comité d'Ecoute et de Suivi en Musiques Actuelles (CESMA), organe informel regroupant le Conservatoire TPM, la SACEM et l'association, permet aux artistes accueillis en résidence de bénéficier de conseils artistiques, pédagogiques, techniques et administratifs,

**CONSIDERANT** que le Festival "Faveur de Printemps" pour sa 21<sup>ème</sup> édition à Hyères et le Festival "RADE SIDE" déployé sur différents sites toulonnais seront reconduits,

**CONSIDERANT** la demande de subvention présentée par l'association TANDEM au titre de l'année 2025,

**CONSIDERANT** l'intérêt de soutenir cette association pour le développement culturel de la Métropole,

**CONSIDERANT** que l'association Tandem est titulaire d'une licence de spectacle vivant,

**CONSIDERANT** qu'en vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, la Métropole TPM pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention allouée,

**CONSIDERANT** qu'en cas d'inexécution ou de modifications substantielles des conditions d'exécution, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ATTRIBUER** à l'association Tandem une subvention d'un montant maximum de 15 000 € au titre de l'année 2025.

### **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits sur le Budget Principal de l'exercice 2025, opération 22312, article 65748.

La présente Décision sera

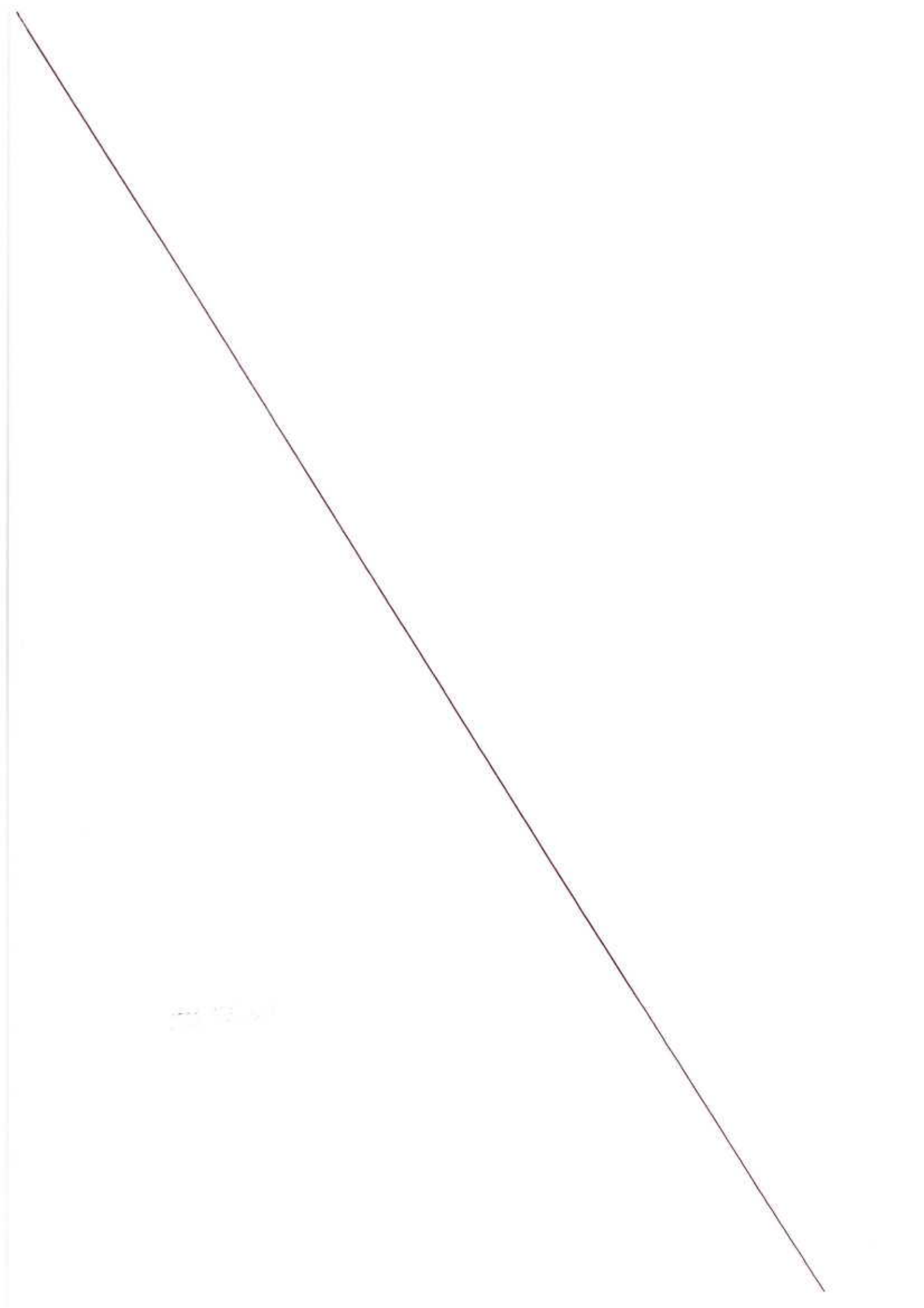
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **10 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







**- CONVENTION PLURIANNUELLE -  
SUBVENTION ACCORDÉE SUR DES CRÉDITS DE  
FONCTIONNEMENT**

**ANNÉES 2023 - 2026**

Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,  
Préfet des Bouches-du-Rhône,

VU le règlement de l'Union Européenne n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au Journal officiel de l'Union Européenne du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020 ;

VU la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, UE du 26 juin 2014 ;

VU la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022,

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits ouverts et découverts autorisés par la loi de finances précitée ;

VU le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques entrant en vigueur le 1er juillet 2017 ;

VU le décret n° 2017-1049 du 17 mai 2017 relatif à la participation d'amateurs à des représentations d'une œuvre de l'esprit dans un cadre lucratif entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2017 ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU l'arrêté du 5 mai 2017 fixant le cahier des missions et des charges relatives au label « Scène de Musiques ACTuelles - SMAC » ;

VU la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

VU les programmes 131 et 224 de la mission de la culture ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment, titre III chapitre IV, l'article 104 confirmant la compétence partagée des collectivités territoriales en matière de culture ;

M poli TB , HB

VU le régime cadre exempté N°SA 39252 relatif aux aides à finalité Régionale pour la période 2014-2020 adopté sur la base du RGEC N°651/2014 de la commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée ;

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 ;

VU le règlement financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

#### **Entre**

D'une part,

Le ministère de la Culture, Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence Alpes Côte d'Azur, représenté par le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Monsieur Christophe MIRMAND, désigné sous le terme « l'Etat »,

La Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, représentée par le Président du Conseil Régional, Monsieur Renaud MUSELIER, désigné sous le terme « la Région »,

Le conseil Départemental du Var, représenté par le Président, Monsieur Jean-Louis MASSON, désigné sous le terme « le Département »

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Le Président, Monsieur Hubert FALCO, désigné sous le terme « Métropole TPM » ;

Désignés ensemble sous le terme « les partenaires publics » ;

Et d'autre part,

L'association TANDEM régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège social est situé, 1 rue RACINE – BP 5210 – 83 094 TOULON CEDEX 83000 TOULON - N° SIRET 438 527 756 00060, représentée par son Président, Monsieur Thierry BERGUGNAT dûment mandaté et ci-après désigné « le bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

#### **Préambule**

##### **Pour l'Etat**

Considérant que le bénéficiaire est titulaire du label SMAC (Scènes de Musiques Actuelles) ;

Considérant le projet artistique et culturel / initié et conçu par le bénéficiaire, conforme à son objet statutaire, figurant en annexe I ;

Considérant la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles adoptée par la Conférence générale de l'Unesco le 20 octobre 2005 à Paris, à savoir que la diversité culturelle doit être considérée comme un « patrimoine commun de l'humanité » et sa « défense comme un impératif éthique inséparable du respect de la dignité de la personne humaine » ;



2  
HB  
DIX



Considérant la volonté de l'Etat - ministère de la Culture - de soutenir toute initiative visant à contribuer à l'aménagement du territoire dans le domaine des musiques dites « actuelles » en soutenant les structures porteuses de projets visant à produire, diffuser et accompagner les acteurs s'inscrivant dans ce champ esthétique ;

Considérant l'arrêté du 5 mai 2017 qui fixe le cahier des missions et des charges, relatif au label « Scènes de Musiques ACTuelles – SMAC » qui organisent leurs projets artistiques autour des axes suivants :

- 1 - la création/production/ la diffusion ;
- 2 - l'accompagnement des pratiques musicales professionnelles et amateurs ;
- 3 - l'action culturelle et artistique à destination d'un large public ;

En portant une attention particulière à l'application effective des principes de :

- diversité tant au travers des œuvres produites ou présentées aux publics que des artistes accompagnés et des autres métiers artistiques ou techniques ;
- de parité entre les femmes et les hommes tant dans l'accès aux moyens de travail, de production et à la programmation qu'aux postes à responsabilité de la structure et à l'égalité de rémunération.

Considérant la volonté de l'ensemble des parties de participer à une politique globale de territorialisation des musiques actuelles répondant à des enjeux d'intérêt général, de renouvellement artistique et de découvertes.

#### **Pour la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Considérant l'engagement de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en faveur d'un service public de la culture, considérant la culture comme un bien commun et l'accès à la culture comme un droit universel à défendre, considérant que ce parti-pris volontariste relève de sa pleine compétence telle que scellée par la Nouvelle Organisation Territoriale de la République, elle souhaite inscrire son soutien autour des axes suivants :

- Soutenir la création, la production artistique et la diffusion des œuvres, favoriser l'accompagnement et la mobilité des artistes notamment Régionaux,
- Favoriser la rencontre avec les publics, notamment les jeunes, lycéens et apprentis, au moyen d'actions éducatives et de sensibilisation,
- Contribuer à l'aménagement et au développement culturel des territoires, et favoriser les collaborations entre les acteurs culturels Régionaux,
- Encourager le rayonnement national et international, et renforcer l'attractivité artistique, culturelle de la Région.

Considérant la réflexion engagée dans le cadre du contrat de filière Musiques Actuelles, par l'État (DRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur), la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le CNM (Centre National de la Musique) afin de soutenir et de structurer la filière musicale en Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

#### **Pour le Département du Var**

Considérant que la culture est un secteur créateur de richesses et de retombées positives importantes, le département du Var est amené à jouer un rôle majeur pour dynamiser cette activité et favoriser des retombées transversales sur l'économie locale,

Considérant que le département du Var propose une offre de spectacles vivants variés et professionnelle à l'ensemble des varois, qu'il participe ainsi à l'équilibre territorial de l'offre culturelle, en passant par une programmation directe et par un important soutien aux structures culturelles de diffusion de spectacle vivant,

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large blue 'M' and the letters 'MB'.

Considérant que le département du Var compte un nombre important de festivals organisés dans ses différents territoires, vecteurs artistiques et culturels participant à l'attractivité socio-économique et au développement du Var,

Considérant la volonté du département du Var de soutenir dans un cadre professionnel le développement des musiques actuelles et amplifiées dans l'ensemble du territoire départemental,

Considérant que dans ses orientations de politique générale en faveur de la culture, le département du Var entend poursuivre son aide en direction des associations qui agissent pour développer la diffusion de spectacles de qualité et s'attache à développer une offre de qualité en assurant un équilibre territorial.

Considérant que depuis sa création, l'association Tandem bénéficie du label SMAC (Scène de Musiques Actuelles) par le Ministère de la culture et de la communication et qu'en 2010, l'Etat, initiateur du label, a mis en place un cahier des charges précisant les missions et les moyens des structures labellisées.

Considérant que ce label a été conditionné, en 2013, par la signature d'une convention d'objectifs avec les partenaires institutionnels et comprend des missions d'intérêt général.

Considérant que le département du Var a été associé à cette première signature puis renouvelée en 2016 et en 2019.

Considérant que les objectifs prévus pour leur projet artistique dans la convention d'objectifs pluriannuelle de l'association Tandem, se décline selon trois axes principaux suivants :

- La diffusion de spectacles vivants ;
- L'accompagnement artistique ;
- Les actions culturelles de médiation.

Le financement du département du Var, auprès des différents partenaires, au moyen de subventions, fait l'objet d'une convention de partenariat bilatérale annuelle fixant la détermination et les modalités de versement.

#### **Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

Considérant que la culture est un outil de cohésion sociale, un levier de développement urbain et qu'elle contribue à l'amélioration de la qualité de vie des habitants et à l'émergence de l'identité du territoire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a choisi de lui donner une place de premier plan. Elle exerce à ce titre la compétence « création, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt métropolitain » qui se définit autour de 2 axes majeurs : d'une part la gestion de grands équipements culturels à rayonnement national et d'autre part le soutien aux actions culturelles en faveur d'une offre culturellement accessible au plus grand nombre ;

Considérant que parmi les équipements culturels métropolitains, le Conservatoire Toulon Provence Méditerranée (TPM), labellisé Conservatoire à Rayonnement Régional depuis 2007, est aujourd'hui un acteur incontournable de la vie artistique du territoire et un des plus grands conservatoires de France ;

Considérant que le Conservatoire TPM a vocation à former au meilleur niveau des professionnels mais aussi de participer à la sensibilisation d'un large public en programmant tout au long de l'année des concerts, master-classes, conférences, spectacles d'élèves, rendez-vous thématiques, partenariats et créations avec les acteurs culturels du territoire ;

Considérant que le Conservatoire TPM dispose d'un département de Musiques Actuelles Amplifiées (MAA) dont la mission est de sensibiliser et former de futurs amateurs ou préprofessionnels aux pratiques artistiques et culturelles en utilisant les outils de traitement et de conception des MAA ;

Considérant que le département MAA se positionne comme un espace d'échanges, de diversité et de création ;

4 MB  
TB  
PDL



Considérant que depuis 2005 le département MAA du Conservatoire TPM collabore avec la Scène de Musiques Actuelles Tandem à travers la mise en commun de moyens et de compétences au service des artistes, notamment au sein du Comité d'Ecoute et de Suivi Musiques Actuelles (CESMA),  
Considérant le projet artistique et culturel présenté par le bénéficiaire ;

#### **Pour Tandem**

Considérant la volonté de l'association TANDEM d'inscrire son action dans le cadre des politiques mentionnées ci-dessus, à travers des missions d'information, de formation, de création, de production et de diffusion du spectacle vivant, notamment musical ;

Considérant le projet artistique et culturel développé par Monsieur BAUDINO, directeur et Madame DELOT-LEGAY, directrice adjointe, pour les années 2023, 2024, 2025 et 2026, la qualité des équipements, qui devront néanmoins faire l'objet d'une mise à niveau périodique, mis à leur disposition ou loués et enfin le bilan des activités réalisées depuis la création de la structure en 2001 qui font de cette SMAC un pôle de référence dans les domaines des musiques actuelles en la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Considérant que le projet artistique et culturel ci-après présenté par le bénéficiaire participe de cette politique ;

Il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire titulaire du label SMAC et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers d'objectifs concrets.

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme à son objet statutaire dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Le projet conçu par la direction et approuvé par l'assemblée générale est précisé en annexe I à la présente convention. Il est décliné en programme pluriannuel d'activité.

La présente convention fixe :

- la mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel,
- les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels,
- les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Les partenaires publics contribuent financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

#### **ARTICLE 2 : MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL**

*Sur l'ensemble des trois secteurs d'activités (diffusion, accompagnement et action culturelle), Tandem réalise à l'année, une centaine de concerts et près de deux cent jours d'activités annexes détaillées comme suit et en page 16 :*

##### **2.1 Création/production/diffusion :**

La diffusion de concerts de musiques actuelles professionnelle est l'une des activités principales de l'association Tandem, construite autour de 4 principes fondamentaux :

- La diversité de la programmation musicale ;
- La diversité des lieux de diffusion à l'échelle départementale ;

MB  
TE  
PDL

- L'accessibilité au plus grand nombre ;
- La valorisation des groupes et artistes Régionaux ;

L'association Tandem entend soutenir également la construction de parcours artistiques issus de la scène régionale, nationale et internationale. Elle se positionne comme un relais territorial professionnel. Ainsi, elle répond aux attentes suivantes :

- Le soutien et le développement des pratiques amateurs ;
- L'aide à l'émergence et à la professionnalisation ;
- Le soutien à l'innovation et à la diversité ;
- Le travail de découverte et de défrichage ;
- Le soutien aux initiatives locales d'autres associations artistiques afin de contribuer au développement et à la structuration de la filière Musiques Actuelles.
- Une sensibilité à la place des femmes dans la programmation (artistes femmes, lead artistiques féminin).

Les choix artistiques privilégient des artistes dont le projet s'oriente davantage vers l'originalité de la création et des ambiances scéniques. Une attention particulière sera donnée aux artistes issus des dispositifs de soutien à la création de la DRAC et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'association effectue une recherche permanente de nouvelles formes musicales dans le domaine des musiques actuelles en travaillant étroitement avec l'ensemble des acteurs de la filière professionnelle, les tourneurs, les labels, les réseaux de diffusion etc.

Une cinquantaine de concerts représentant 80 musiciens ou groupes d'artistes seront programmés chaque année dans le Département du Var. 2 à 3 temps forts avec des événements spécifiques comme le festival Faveurs de Printemps à Hyères dédié au renouveau du pop folk au sein du théâtre Denis et de l'église Anglicane, le festival RADE SIDE dans différents sites de la ville de Toulon, les rendez-vous Qué Fa dédiés à la mise en avant des groupes émergents en hip/hop et des cultures urbaines.

La programmation annuelle est répartie dans différentes salles de spectacle implantées en partie dans Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM), mais également dans l'ensemble du département varois bénéficiant de lieux appropriés. De véritables partenariats se sont tissés entre la structure Tandem, les collectivités locales et les associations permettant ainsi de dynamiser les politiques culturelles des territoires concernés du Département en apportant une offre musicale au plus près des publics locaux.

Cette forme de diffusion itinérante vient compenser dans une certaine mesure les déséquilibres de programmation culturelle dans le territoire. L'acoustique et l'agencement spécifique de chacun de ces équipements culturels nous permettent de travailler dans des configurations différentes et complémentaires.

## 2.2 Accompagnement des pratiques professionnelles et amateurs

L'accompagnement artistique est un autre volet des activités fondamentales de Tandem. L'association a pour vocation, à l'échelle du Département mais aussi dans un rayonnement Régional plus vaste, de repérer, identifier, informer, accompagner, soutenir, faire découvrir et promouvoir de nouveaux artistes.

Un dispositif d'accompagnement et de soutien est proposé et mis en œuvre par la structure selon divers axes à la fois cohérents et efficaces pour le groupe : la résidence artistique, la mise à disposition d'un local de répétition et/ou d'un atelier MAO, une programmation de concert en première partie ou en plateau... ou bien encore des conseils pour la réalisation des fiches techniques, pour des démarches administratives et artistiques, des aides concrètes pour la communication, pour la mise en réseaux.

Le choix des projets se fait au sein du Comité d'Ecoute et de Suivi en Musiques Actuelles (C.E.S.M.A) instance de réflexion (regroupant des professionnels de la musique et des enseignants du Conservatoire TPM) sur les pratiques artistiques dans la sphère départementale ayant pour objectif majeur d'évaluer tous les trimestres les besoins des formations musicales (studio d'enregistrement, résidences de création/répétition, clip vidéo, 1ère partie ou plateaux de groupes locaux).

M

TPM  
POL  
6 MB

Chaque année une trentaine de formations musicales Départementales et Régionales bénéficient du soutien de Tandem :

#### 2.2.1. Les résidences et les répétitions accompagnées :

Une vingtaine de formations musicales départementales et régionales bénéficient de l'aide et du soutien de l'association dans le cadre des résidences (une dizaine de journées) et des répétitions accompagnées et tutorées (environ quatre-vingt-dix jours).

Pour ce faire, Tandem dispose d'un local de répétitions équipé en instruments et en matériels de sonorisation situé sur la commune de La Garde. Cet espace est agencé telle une scène de diffusion, il permet aux artistes de travailler en situation de concert. Les résidences peuvent aussi se dérouler au théâtre Denis à Hyères ou bien encore au théâtre du Rocher à La Garde, ainsi que dans des lieux appropriés implantés dans l'ensemble du département et choisis selon la provenance géographique du groupe concerné.

Un quota d'heures d'enseignement des professeurs de musique (D.E) du Conservatoire TPM du département musiques actuelles est réservé aux artistes accueillis dans nos locaux.

Par ailleurs, Tandem, pilote l'antenne territoriale Provence Alpes Côte d'Azur des Inouïes du Printemps de Bourges, coordonne la sélection Régionale annuelle permettant le repérage des nouveaux talents et accompagne le ou les sélectionnés au niveau national.

Une à deux formations musicales sont soutenues sur une période de 2 à 3 ans. Une attention particulière est portée aux projets féminins.

A titre d'exemple, les groupes accompagnés ces dernières années ou en cours d'accompagnement : Bat | Imane El Halwouat | The Spitters | Ave Mana | Maxime Cassady.

#### 2.2.2. Le studio d'enregistrement :

Animé et géré par un réalisateur artistique et d'autres ingénieurs et techniciens du son, le studio d'enregistrement de Tandem fonctionne toute l'année. Il est installé dans les locaux du site de La Seyne-sur-Mer du Conservatoire mis à disposition par la Métropole TPM, en plein cœur de ville, équipé de matériel professionnel pour réaliser les prises de sons et toutes les étapes de production.

Au sein de l'activité studio, une quarantaine de journées d'enregistrement pour une dizaine de groupes sont dédiées chaque année à des projets de productions discographiques choisis, pour lesquels nous prenons en charge 50 % des frais de production.

Une dizaine de journées par an sont réservées aux projets musicaux des enseignants des différents sites du Conservatoire de la Métropole TPM.

#### 2.2.3. La formation professionnelle :

Depuis 2004, l'association a créé un pôle formation pour proposer, dans un premier temps, des sessions MAO (musique assistée par ordinateur) destinées aux artistes et aux techniciens.

En 2012, son offre de formations techniques s'est élargie aux collectivités et aux associations et s'est enrichie dans les domaines du son, de la lumière et de la régie.

Organisme de formation certifié DATADOCK en 2017, Qualiopi en 2020, Tandem a également obtenu, en 2018, un agrément ministériel pour assurer la formation à la sécurité des spectacles, habilitation renouvelée par la CPNEF-SV en février 2022.

Une vingtaine de formations seront proposées chaque année dans ces domaines.

TB<sup>7</sup> MB  
PDL  
pm



### 2.3 L'action culturelle :

Dans la continuité de ses activités annuelles, Tandem met en avant des actions culturelles et pédagogiques dans une dynamique de sensibilisation des publics aux Musiques Actuelles.

Sensibilisation, concerts pédagogiques, ateliers de pratique artistique, prévention des risques auditifs, partenariats à destination des établissements scolaires de l'école primaire à l'Université, grâce au développement d'une collaboration avec l'Education Nationale. Des actions ont aussi été menées en direction de personnes en situation sociale difficile ou précaire.

#### 2.3.1. Les concerts pédagogiques

Depuis 2007, Tandem a créé de toutes pièces 6 spectacles pédagogiques « en live » animés par des musiciens de la Région, organisés majoritairement en milieu scolaire :

- Histoire des musiques actuelles du Blues à nos jours ;
- Musique et technologies ;
- Histoire des percussions : de l'Afrique aux Caraïbes ;
- Histoire du rock : musique et société ;
- Hip hop culture ;
- Une histoire de résilience.

Chaque année, une vingtaine de concerts pédagogiques pour une quarantaine de représentations sont diffusés dans l'ensemble du Département.

#### 2.3.2. Les ateliers de pratique artistiques

L'association Tandem propose des ateliers de pratique artistique (percussion, MAO, customisation, beat box, slam, cartes postales sonores, création musicale...) qui permettent d'approfondir des connaissances et rendent la création accessible aux jeunes.

#### 2.3.3. Concerts et actions de sensibilisation

Tandem a développé depuis de nombreuses années des liens privilégiés au sein du milieu scolaire et universitaire en proposant des actions impliquant des artistes locaux et des élèves :

- Collégiens en scènes (St Maximin) ;
- Festival Volum' Art (Brignoles) ;
- 2 concerts gratuits (Campus de l'Université) ;
- 1 à 2 projets « fabriques musicales », initiés par la SACEM, ce dispositif propose à des auteurs-compositeurs d'intervenir dans les classes et de partager avec les élèves leur quotidien de créateur, pour créer ensemble une œuvre musicale autour d'un thème et/ou d'une esthétique musicale.

#### 2.3.4 Actions à caractère social

- Tandem organise une action de solidarité autour d'un concert de Noël, le principe : 1 jouet = 1 entrée, permet de redistribuer ces jouets à des associations de mères isolées ou des foyers pour enfants.
- Mise à disposition d'invitations auprès d'une cinquantaine de personnes en situation sociale difficile ou précaire afin de profiter des concerts programmés.
- Mise à disposition d'invitations aux concerts Tandem pour les élèves du Conservatoire TPM ; des élèves de l'école de musique, danse et théâtre du haut Var de Saint-Maximin.
- Mise à disposition de places à 1 € pour les étudiants de l'Université de Toulon et de La Garde sur une sélection de concerts choisis en lien avec le service de la vie étudiante.

8  
TB  
MLB  
ML

*Cf. Annexe II – modalités de l'évaluations et indicateurs p16*

### 3) Partenariats et réseaux :

Les partenariats mis en place et développés depuis 2001 sont transversaux aux 3 axes détaillés précédemment et plus généralement à l'ensemble de son projet artistique et culturel.

L'association travaille en co-organisation ou coproduction avec de nombreuses municipalités varoises, des petites communes (afin de compenser, dans une certaine mesure les déséquilibres de programmation culturelle dans le territoire), des équipements culturels et d'enseignement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'association Tandem a obtenu en 2011 un agrément pour apporter son concours au ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse afin d'intervenir pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement pour les ateliers artistiques, les concerts pédagogiques et l'organisation de manifestations spécifiques. Cet agrément a été renouvelé en 2021 pour une durée de 5 ans.

L'association développe des formations en lien avec l'Assurance Formation des Activités du Spectacle (AFDAS) depuis 2006 et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) depuis 2015.

Tandem est l'antenne coordinatrice des sélections Provence Alpes Côte d'Azur dans le cadre du dispositif des Inouïes du Printemps de Bourges.

L'association est membre du conseil d'administration du réseau Régional PAM (Pôle de coopération des Acteurs de la filière Musicale de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur). Le PAM œuvre à la structuration et au développement de la filière musicale et couvre l'ensemble des activités : animation de la filière, accompagnements d'artistes, soutien à la production, relai Agi-Son, soutien à l'export, musique enregistrée, distribution, édition musicale et rencontres professionnelles.

Au plan national, l'association est membre de la FEDELIMA (Fédération des Lieux de Musiques Actuelles). Elle développe la coopération, du local à l'international, toute initiative d'intérêt général en matière de musiques actuelles et accompagne ses membres à anticiper les mutations culturelles, économiques, technologiques, politiques et sociales. Ses démarches se veulent collectives, participatives et ouvertes avec le secteur professionnel, les partenaires publics et territoriaux, les artistes, et plus largement la société civile.

L'association est aussi adhérente du SMA (Syndicat Musiques Actuelles). Il a pour rôle de renseigner, conseiller ses membres en matière juridique, sociale et fiscale. Il représente ses membres dans les instances paritaires professionnelles et défend les intérêts du secteur auprès des pouvoirs publics.

### **4 - Moyens nécessaires à la réalisation du projet**

#### Localisation :

Du fait de la singularité de son projet (actions dans tout le territoire Varois), Tandem intervient en itinérance dans 15 à 20 lieux différents par an.

#### Descriptif des équipements les plus souvent utilisés :

<u>Désignation</u>	<u>Destination</u>	<u>Jauges</u>
Le live (Toulon)	Diffusion de Musique	680
Théâtre de l'Esplanade (Draguignan)	Diffusion spectacle vivant	730
Théâtre Denis (Hyères)	Diffusion spectacle vivant	230
Théâtre du Rocher (La Garde)	Diffusion spectacle vivant	150
Croisée des Arts (St Maximin)	Diffusion spectacle vivant	620

TB  
HB  
ON



Chaque action fait l'objet d'une convention avec la structure ou municipalité d'accueil, dans laquelle il est stipulé, la jauge, les moyens techniques (matériel son, lumières, scénique...) et humains apportés par chaque partenaire, les rapports des commissions de sécurité ainsi que tout document nécessaire à l'organisation de la manifestation dans un cadre légal et professionnel. Un dossier de sécurité est réalisé au besoin.

Lors des différents confinements de 2020 et 2021 (fermeture des sites d'interventions pour la formation, les résidences ou les répétitions, restrictions d'accueil...) l'équipe de Tandem s'est lancée dans un projet d'achat de lieu idéalement situé dans la Métropole TPM. Outre la diffusion qui resterait départementale, ce lieu ressource regrouperait idéalement la formation professionnelle, les bureaux du personnel, les résidences et répétitions, le local technique, ainsi qu'une salle de médiation. Le plan de financement élaboré en 2021 et validé par les partenaires financiers constitue une base de travail dans la recherche de ce lieu dont, nous l'espérons l'acquisition devrait avoir lieu en 2023.

Statut juridique de la structure support :

Association Loi 1901

Descriptif de l'équipe artistique, administrative et technique :

L'association met en œuvre le projet artistique et culturel avec une équipe constituée de personnel permanent, intermittent, services civiques et de bénévoles (organigramme et statuts des emplois : annexe n°1 p 17).

Licences d'entrepreneur de spectacles et de débit de boisson à mentionner :

PLATES-L2-R-2022-004042 & L3-R-2022-004043 - Titulaire : Monsieur Michel PRIN – Vice-Président

### ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 4 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2026.

### ARTICLE 4 – CONDITIONS ET DÉTERMINATION DU COÛT DU PROGRAMME D'ACTION

4.1 Le coût total du projet artistique 2023-2026 sur la durée de la convention est évalué à 4 673 006 € sans les contributions volontaires et 4 735 222 € avec celles-ci conformément aux budgets prévisionnels figurant en annexe III et aux règles définies à l'article 4.3 ci-dessous.

4.2 Les coûts annuels éligibles du projet artistique 2023-2026 sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet artistique 2023-2026.

4.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet artistique 2023-2026 et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet artistique 2023-2026, qui :

- respectent les conditions des 4. et 5. l'article 53 du règlement (UE) n° 651/2014, telles que
- listées en annexe III ;
- sont liés à l'objet du projet artistique 2023-2026 et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet artistique 2023-2026 ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet artistique 2023-2026 ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables.



TB HB  
POL

Et le cas échéant, les coûts indirects, ou « frais de structure », éligibles sur la base d'un forfait du montant total des coûts directs éligibles.

4.4 Lors de la mise en œuvre du projet artistique 2023-2026, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible mentionné à l'article 4.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elles sont évaluées et en tout état de cause avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 6.1 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par les partenaires de ces modifications.

4.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable constaté dans le compte rendu financier prévu à l'article 7.

## ARTICLE 5 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

La détermination et les modalités des versements des contributions financières des parties à la présente convention à la structure pour la réalisation de son projet artistique sont fixées dans des conventions bilatérales passées entre la structure et chacune des parties à la présente convention.

Il est précisé qu'au titre du règlement (UE) de la commission du 17 juin 2014 visé, les partenaires publics contribuent financièrement au projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

La contribution des partenaires publics sera détaillée à l'annexe III (budget) de la présente convention et prendra la forme d'une subvention. Les partenaires publics n'en attendent aucune contrepartie directe.

L'aide financière de l'État concerne le programme d'actions faisant l'objet de l'appellation « SMAC » et non le fonctionnement global du bénéficiaire.

Pour l'année 2023, le montant total prévisionnel des subventions accordées au Bénéficiaire par les Partenaires publics s'élève à 640 000 € (six cent quarante mille euros) équivalent à 59 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles, et selon la répartition suivante :

- l'État pour un montant cible 2023 de 100 000 € (cent mille euros),
- la Région pour un montant de 2023 de 75 000 € (Soixante-quinze mille euros),
- le Département pour un montant de 2023 de 450 000 € (quatre cent cinquante mille euros),
- La Métropole pour un montant de 2023 de 15 000 € (quinze mille euros).

Par ailleurs, le Bénéficiaire entend s'efforcer d'obtenir d'autres financements publics pour la réalisation de son projet.

## ARTICLE 6 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

### 6.1 Le Département du Var

Pour chaque exercice budgétaire, l'association Tandem formulera une demande de subvention par voie dématérialisée. Le vote et le versement de la subvention feront l'objet d'une délibération et d'une convention de partenariat financier.

La détermination et les modalités de versement de la subvention de fonctionnement seront fixées dans le cadre d'une convention bilatérale annuelle. La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte bancaire ouvert au nom de l'association au terme d'un ou deux versements bancaires selon le montant de la subvention attribuée et à la signature de la convention par les deux parties.

La dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget départemental, programme CULPG00003, opération budgétaire 21100119.

Le comptable assignataire est le payeur départemental du Var.

#### **6.2 Région Provence Alpes Côte d'Azur**

La Région versera ses contributions financières selon les modalités suivantes :

Une convention financière bilatérale sera établie chaque année pendant la durée de la présente, avec la notification du montant de la subvention attribuée et dans les conditions prévues au règlement financier Régional en vigueur.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association des obligations comptables générales en vigueur et des obligations particulières visées aux articles 2, 7, 8, 9.

#### **6.3 Métropole TPM – Toulon Provence Méditerranée**

Pour chaque exercice budgétaire, l'association Tandem formulera une demande de subvention auprès de la Métropole par voie dématérialisée. Le vote et le versement de la contribution financière feront l'objet d'une délibération et d'une convention d'objectifs qui en fixera les modalités.

La subvention, imputée au budget métropolitain au chapitre 65, sera réglée par mandat administratif et sera créditée sur un compte ouvert au nom de l'association dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

### **ARTICLE 7 – JUSTIFICATIFS**

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier de l'action, qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention, notamment à ses articles 1er et 2. Ce compte rendu doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'administration et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et, en cas d'obligation législative ou réglementaire, le rapport du commissaire aux comptes et, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel ;
- Le rapport d'activité ;
- Un compte analytique retraçant les dépenses des 3 axes de travail (diffusion, accompagnement et action culturelle) ;
- Un état du personnel employé dans l'année distinguant, suivant les trois fonctions artistes / administratifs / techniciens, le personnel sur emploi durable (entendu au sens des contrats à durée indéterminée et des contrats à durée déterminée d'une durée consécutive de neuf mois au moins) et le personnel occasionnel. Cet état est exprimé en équivalents temps plein, et également en nombre de personnes pour les occasionnels. Il comporte un volet spécifique à l'application de la parité ;
- Les montants des cinq rémunérations les plus élevées versées par la structure labellisée dans l'année civile antérieure ;
- Tout autre document listé en annexe ou mentionné dans les conventions financières annuelles bilatérales.

### **ARTICLE 8 - AUTRES ENGAGEMENTS**

**8.1** Le bénéficiaire informe sans délai l'administration de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

**8.2** En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.



12  
TB  
PBL  
KML



8.3 Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du ministère de la culture ainsi que le nom du label dont il bénéficie sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

8.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission Européenne.

8.5 La Région s'est engagée dans une démarche ambitieuse de plan climat « COP d'avance » et souhaite que ses partenaires soient également engagés dans la lutte contre le changement climatique, la préservation de l'environnement et le bien-être de sa population.

Dans ce cadre, le bénéficiaire portera une attention particulière, pour son activité courante comme dans le cadre des manifestations qu'il organise, aux éléments suivants :

- Choix du site et transports économes en énergie (y compris organisation du covoiturage) ;
- Organisation du tri des déchets (réduction à la source, réemploi, écoconception des décors...) ;
- Organisation de la restauration et des achats éco-responsables (y compris la réduction du gaspillage alimentaire) ;
- Mise en œuvre d'actions relatives à la citoyenneté locale et à la solidarité (accessibilité, tarifs préférentiels) ;
- Communication/sensibilisation en direction des publics concernés (salariés et usagers) ;
- En fonction de votre manifestation, d'autres thématiques peuvent être abordées, comme les consommations d'énergie sur le site, le respect d'un espace protégé, la biodiversité, etc.

## ARTICLE 9 - SANCTIONS

9.1 En cas de retard dans l'exécution ou d'inexécution de la convention par le bénéficiaire, ou en cas de modification substantielle et unilatérale de celle-ci, sans l'accord écrit des partenaires publics, ces derniers peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

9.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut entraîner également la suppression de l'aide.

9.3 L'administration informe le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

## ARTICLE 10 – COMMUNICATION

10.1 Dans le cadre de ses activités, l'association assure l'ensemble de l'édition et de la diffusion des supports publicitaires des actions. Ces supports sont notamment les brochures, affiches et programmes, ainsi que les parutions dans la presse, les messages radiodiffusés et tout autre moyen que l'association estime nécessaire à la promotion de ses activités.

L'association s'engage à faire figurer de manière obligatoire et lisible le logo de l'ensemble des partenaires de la présente convention, sur tous les documents produits relatifs à la convention, et sur tous les supports de communication.

10.2 L'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département du Var et la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée valoriseront les activités de Tandem. À cette fin, l'association autorise ses partenaires à utiliser ses noms, logos et projets soutenus pour leur communication interne et externe.

10.3 L'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département du Var et la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée et Tandem s'engagent à s'informer mutuellement de tout changement de leur charte graphique intervenant au cours de la présente convention.

## ARTICLE 11 – MODALITÉS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

**11.1** L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre du comité de suivi qui se déroule chaque année lors de de l'Assemblée Générale (AG) de clôture des comptes en présence de la direction artistique de Tandem et des représentants des collectivités publiques signataires.

**11.2** Le comité de suivi composé de 10 membres de l'AG et 4 partenaires publics signataires de la convention est chargé de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Il examine chaque fin d'année :

La mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention ;

L'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel pour l'exercice suivant ;

La réalisation du programme d'action de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;

Le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire.

Et en fin de convention, l'auto-évaluation présentée par l'équipe de direction de la structure

**11.3** L'évaluation porte sur la réalisation du projet artistique et culturel et sur sa conformité au regard du cahier des missions et des charges du label. Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention, définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire.

**11.4** Au plus tard six mois – avant l'expiration de la présente convention, la direction de la structure présente aux partenaires publics une auto-évaluation de la mise en œuvre du projet artistique et culturel sur la base du cahier des charges. Celle-ci prend la forme d'un bilan d'ensemble argumenté sur le plan qualitatif et quantitatif des actions développées et de la réalisation des objectifs. Elle est assortie d'un document de synthèse des orientations envisagées dans la perspective d'une nouvelle convention.

**11.5** Ces deux documents sont remis au directeur général de la création artistique, aux collectivités territoriales partenaires et au préfet de Région (Direction Régionale des Affaires Culturelles) qui transmet son avis au directeur général de la création artistique avec copie au chef de l'inspection de la création artistique.

À l'issue de cette procédure les partenaires publics signataires de la convention pluriannuelle d'objectif décident de demander ou non à la direction de leur proposer un projet de nouvelle convention. Cette décision doit lui être notifiée.

Ce projet comporte une introduction résumant, le cas échéant, les évolutions de contexte relatives aux territoires et à l'établissement, actualise les objectifs de la précédente convention maintenus et précise les nouveaux objectifs et leurs modalités de mise en œuvre.

112  
PDL

14

MB



## ARTICLE 17 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à , le 16 AOUT 2023

Pour la Ministre et par délégation,  
Monsieur Christophe MIRMAND  
Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
préfet des Bouches du Rhône  
Le secrétaire général  
pour les affaires régionales

20 AVR. 2023 Didier MAMIS

Pour le Département du Var  
et par délégation,  
Monsieur Jean-Louis MASSON  
Président du Département

Pour le bénéficiaire,  
Monsieur Thierry BERGUGNAT  
Président de Tandem

Le Directeur  
Monsieur Marc BAUDINO

La directrice adjointe  
Madame Patricia DELOT-LEGAY

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et par délégation,  
Monsieur Renaud MUSELIER  
Président de la Région

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée  
Monsieur Hubert FALCO  
Président de la Métropole TPM



## **ARTICLE 12 - CONTRÔLE DES PARTENAIRES PUBLICS**

**12.1** Pendant l'exécution de la présente convention et à son terme, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

**12.2.** Les partenaires publics s'assurent annuellement et à l'issue de la convention que le total de leurs contributions financières n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Les partenaires publics peuvent exiger le remboursement de la partie de leurs subventions supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 4.4 dans la limite des montants prévu aux articles 5.1, ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **ARTICLE 13 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 11 et aux contrôles de l'article 12.

## **ARTICLE 14 - AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics signataires de la présente convention et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie ou l'ensemble des parties lorsque la convention est pluripartite peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 15 - ANNEXES**

Les annexes I, II, III font partie intégrante de la présente convention.

## **ARTICLE 16 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

15  
T6  
DOL  
KCB  
fkm

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

TB

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.



**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

*Thierry*  
*Président*

*Thierry BERGUSNAT*

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

*Tandem*

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le *20/11/2024* à *Toulon*

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Signature

*BERGUSNAT Thierry*  
*Président*

*Tandem*  
SCÈNE DE  
MUSIQUES ACTUELLES  
DÉPARTEMENTALE  
BP 5210 - 83095 TOULON CEDEX  
SIRET : 438 527 756 00060 - APE : 9001Z  
LICENCES : 2-2022-004042 & 3-2022-004043



